DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00198.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A700000016561D14600C6.34T\000-3-DS

-5NU

-CM2 CM3 CMB CM5 2DJ 3DAM PR3 PR4 3STR CMC CM4 PR5 3CEU CMF CMA 2MAE

-2DIP

- DIFF

TD KIGALI 198

LE 3 MARS 1994

KGLI LE 04/03/94 A 09H55

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 198

CQ ARMEES PARIS 45

CQ ADDIS ABEBA 9

CQ BUJUMBURA 44

CQ KAMPALA 29

CQ NAIROBI 31

CQ DFRA NEW YORK 44

NB : SERVIR : NU - DAM - CM5 - CMB - PR4 - PR5

TXT

CQ MINDEFENSE PARIS 52

CQ MINCOOP PARIS 89

CQ BRUXELLES 26

CQ DAR ES SALAM 26

CQ KINSHASA 28

CQ WASHINGTON 33

OBJET : LES NATIONS UNIES ET LE RWANDA.

REFERENCE : TD DFRA NEW YORK 972.

RESUME : LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES RENCONTRE DES DIFFICULTES DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS A LA CRISE RWANDAISE ET LA MINUAR EST CONFRONTEE A UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES. IL EST TOUTEFOIS EXCESSIF DE FAIRE PORTER LA RESPONSABILITE DU BLOCAGE ACTUEL AU SEUL PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET LE DESENGAGEMENT DES NATIONS UNIES NE FERAIT QU'ENCOURAGER LES ADVERSAIRES DU PROCESSUS DE PAIX.

X X X

TEXTE : LES PROPOS DE M. ANNABI, SELON LESQUELS "LE PRESIDENT HABYARIMANA SABOTAIT SYSTEMATIQUEMENT LES INITIATIVES DESTINEES A L'EMERGENCE D'UN CONSENSUS" NE CORRESPONDENT PAS A LA REALITE TELLE QU'ELLE EST RESSENTIE A KIGALI, Y COMPRIS ME SEMBLE-T-IL PAR MES COLLEGUES BELGE ET AMERICAIN ET MEME PAR M. BOOH-BOOH.

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL S'EST MONTRE TRÈS DECU PAR L'ECHEC DE LA TENTATIVE QU'IL AVAIT FAITE LE 10 FEVRIER DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION EN LAISSANT DE COTE PROVISOIREMENT LE PARTI LIBERAL, LE TEMPS QUE CELUI-CI TROUVE UN ACCORD EN SON SEIN. IL EN A ETE D'AUTANT PLUS DESAPPOINTE QU'IL AVAIT CRU DANS UN PREMIER TEMPS AVOIR REUNI UN CONSENSUS SUR CE POINT, SANS VOIR QUE LA REACTION DU MRND (PARTI PRESIDENTIEL), QUI AVAIT DIT NE PAS S'OPPOSER AU PRINCIPE D'UNE TELLE SOLUTION MAIS REFUSER TOUTE DATE-BUTOIR, REVENAIT EN FAIT A UN REFUS DEGUISE.

CETTE POSITION S'EXPLIQUAIT PAR LE RAPPORT DE FORCE QUI AURAIT ALORS EXISTE AU SEIN DES INSTITUTIONS : SANS LE PARTI LIBERAL ET AVEC LE MDR ENTIEREMENT DOMINE PAR LES PARTISANS DE M. TWAGIRAMUNGU, LE MRND AURAIT ETE TOTALEMENT ISOLE ET MARGINALISE.

TELLE EST SANS DOUTE LA RAISON QUI L'A ALORS POUSSE A PROPOSER UN CODE DE BONNE CONDUITE : EN L'ABSENCE DE TOUT ALLIE AU SEIN DES INSTITUTIONS, LE PRESIDENT ET SON PARTI AVAIENT BESOIN DE GARANTIES, NOTAMMENT EN MATIERE D'AMNISTIE ET DE NOMINATIONS DANS LES ADMINISTRATIONS CENTRALES ET LOCALES. CETTE TENTATIVE A ECHOUÉ, EN RAISON DU REFUS DU FPR D'ENVISAGER UN TEL DOCUMENT.

DES LORS, LES DEBATS SE SONT POURSUIVIS POUR ARRIVER A UNE SOLUTION. ENVISAGEE SEMBLE-T-IL DES LE DEBUT DE LA SEMAINE DERNIERE, CELLE-CI A ETE UN MOMENT REMISE EN CAUSE PAR L'ASSASSINAT DE M.

DIFFUSION RESTREINTE

105

GATABAZI ET LES VIOLENCES QUI L'ONT SUIVI. ELLE S'EST FINALEMENT CONCRETISEE LE 27 FEVRIER, SELON UNE FORMULE EFFECTIVEMENT PLUS FAVORABLE AU CHEF DE L'ETAT : M. TWAGIRAMUNGU ACCEPTE D'INCLURE DEUX MINISTRES DE LA TENDANCE "MDR-POWER" (ENCORE PLUS OPPOSEE AU FPR QU'AU MRND) ET LE DECOUPAGE PROPOSE POUR LE PL AVEC L'AVAIL IMPLICITE DU FUTUR PREMIER MINISTRE ET L'ACCORD DES AUTRES PARTIS D'OPPOSITION DONNE A LA TENDANCE MUGENZI, PROCHE DU PRESIDENT, 5 SIEGES DE DEPUTES ET 1 OU 2 PORTEFEUILLES.

IL N'EST PAS SURPRENANT QUE CE REBONDISSEMENT PROVOQUE UNE VIVE REACTION DU FPR, DONT LA STRATEGIE REPOSE SUR UNE DOMINATION DES INSTITUTIONS PAR LE BIAIS D'ALLIANCES AVEC LES PARTIS D'OPPOSITION. LE REVIREMENT DE CES DERNIERS, LE LAISSANT AVEC LA TENDANCE LANDO DU PL POUR SEUL ALLIE, LE CONDUIT A REFUSER LA SOLUTION DU 27 FEVRIER, A ACCUSER SES ANCIENS PARTENAIRES DE TRAHISON ET A USER DE MENACES.

DE TELLES EVOLUTIONS SONT COMPREHENSIBLES DANS UNE SITUATION OU LES RESPONSABLES POLITIQUES DU PAYS SE SONT PARTAGES LE POUVOIR HORS DE TOUTE SANCTION POPULAIRE ET OU NUL NE SAIT CE QUE REPRESENTENT REELLEMENT LES UNS ET LES AUTRES. MAIS IL N'EST PAS ADMISSIBLE QUE LE FPR, PARCE QU'IL N'EST PAS SATISFAIT DE L'EVOLUTION LA PLUS RECENTE, AGITE LE SPECTRE D'UNE REPRISE DE LA GUERRE SOUS DES PRETEXTES BIEN PEU CONVAINCANTS ET ALORS QU'UN ACCORD DE PAIX A ETE CONCLU LE 4 AOUT.

LA PLACE DE LA MINUAR DANS LA CRISE ACTUELLE POSE QUANT A ELLE UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES. L'ATTITUDE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A SON EGARD N'EST PAS DENUEE D'AMBIGUITE. IL A BEAUCOUP INSISTE POUR LA VENUE D'UNE FORCE DES NATIONS UNIES, RECUSANT L'OUA. MAIS IL COMPTAIT SUR UNE PRESENCE FRANCAISE AU SEIN DE CETTE FORCE ET NE VOULAIT PAS DES BELGES.

DES LORS QUE L'INVERSE S'EST PRODUIT, DES SUSPICIONS SONT NEES A L'EGARD DE LA MINUAR. EN TOILE DE FOND, ON RAPPELLERA QU'AU DEBUT DES ANNEES 60 LES NATIONS UNIES AVAIENT JOUE UN ROLE AU RWANDA PLUS FAVORABLE A LA MINORITE TUTSI AU POUVOIR QU'AUX HUTU (EN PRECHANT L'INDEPENDANCE IMMEDIATE, ALORS QUE LA BELGIQUE ET LES RESPONSABLES HUTU VOULAIENT D'ABORD REALISER LA "REVOLUTION SOCIALE" ET METTRE LES HUTU AU POUVOIR). CERTAINS VOIENT AUJOURD'HUI DANS LES NATIONS UNIES L'INSTRUMENT DE LA RESTAURATION TUTSI.

CETTE MEFIANCE EST ACCENTUEE PAR LA PRESENCE BELGE AU SEIN DE LA MINUAR. L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE EST SOUPCONNEE D'ETRE FAVORABLE AUX TUTSI, LA PARENTHESE DES ANNEES 60 NE POUVANT FAIRE OUBLIER, NI LES DECENNIES D'APPUI A LA MONARCHIE, NI LE COMPORTEMENT DE BRUXELLES DEPUIS LE DEBUT DE LA GUERRE.

CE SENTIMENT SE TRADUIT SURTOUT DANS UNE CERTAINE PRESSE, QUI PRESENTE OUVERTEMENT LA MINUAR COMME COMPLICE DU FPR. CERTAINES MALADRESSES DE SOLDATS BELGES, QUI EN REPONSE A UNE PROVOCATION ONT ATTAQUE A SON DOMICILE UN DIRIGEANT DE LA CDR, N'ONT PU QU'ACCENTUER CETTE DEFIANCE.

OUTRE CETTE PREMIERE DIFFICULTE, LA MINUAR EST HANDICAPEE PAR LES CRITIQUES DONT ELLE FAIT L'OBJET DE LA PART DE CERTAINS MILIEUX RWANDAIS ET EXPATRIES QUANT A SON EFFICACITE. L'HETEROGENEITE DE SES TROUPES N'EST CERTES PAS SPECIFIQUE AU RWANDA, MAIS ELLE A ICI POUR CONSEQUENCES DES RELATIONS PARFOIS TENDUES ENTRE LES DIFFERENTES COMPOSANTES ET DES PROBLEMES LINGUISTIQUES PESANTS. PAR AILLEURS, LA CRAINTE MAJEURE DES RESPONSABLES DE LA FORCE EST DE SE TROUVER PRIS DANS UN PROCESSUS A LA SOMALIENNE. UN TEL SCENARIO, QUI N'EST PAS TOTALEMENT IMAGINAIRE, REMETTRAIT VITE EN CAUSE LA PRESENCE BELGE. LA MINUAR FAIT DONC PREUVE DE LA PLUS GRANDE PRUDENCE, CE QUI A PU LA FAIRE TAXER PAR CERTAINS DE NON-ASSISTANCE AU COURS DES EVENEMENTS DE LA SEMAINE DERNIERE.

CETTE MEFIANCE DES AUTORITES RWANDAISES, CES CRITIQUES, MEME LARGEMENT INJUSTES, PEUVENT CONDUIRE LES RESPONSABLES DE LA MINUAR A

UNE VISION DESABUSEE, VOIRE PESSIMISTE, DE LA SITUATION.

LA MENACE D'UN RETRAIT DE LA MINUAR DEVRAIT CEPENDANT ETRE PESEE AVEC LA PLUS GRANDE PRUDENCE. CERTES, LE CONSEIL DE SECURITE VIENT ENCORE DE RAPPELER QUE SON MAINTIEN N'AVAIT DE SENS QUE SI LES PARTIIS COOPERAIENT ENTRE ELLES. MAIS L'ANNONCE D'UN DESENGAGEMENT NE FERAIT QU'ENCOURAGER CEUX QUI VEULENT L'ECHEC DU PROCESSUS D'ARUSHA./.

MARLAUD